

Déboulonner les mythes fondateurs

Frédéric Barriault

Number 791, July–August 2017

150^e du Canada : ce qu'on ne fêtera pas

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/85708ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Barriault, F. (2017). Déboulonner les mythes fondateurs. *Relations*, (791), 17–18.

DÉBOULONNER LES MYTHES FONDATEURS

Trois mythes fondateurs servent à unifier le pays fragmenté et désuni qu'est le Canada.

Frédéric Barriault

L'auteur, historien, est rédacteur et chargé de projets à Communications et Société

L'historien, surtout lorsqu'il est un brin postmoderne, se méfie des tentatives d'instrumentalisation, de mythification et parfois même de mystification du passé. Or, il faut bien le dire, au Canada comme ailleurs, les historiennes et historiens doivent encore et encore s'attaquer aux approximations historiques des uns et aux tentatives d'instrumentalisation des autres. Pensons aux diverses tentatives déployées par l'État fédéral pour mettre en valeur, mais aussi instrumentaliser à des fins politiques, les mythes fondateurs du Canada : les *Minutes du patrimoine*, les capsules télévisuelles enrobées de sucre lancées par les libéraux de Jean Chrétien, au lendemain du référendum de 1995, ou encore le tout récent docu-fiction *The Story of Us* –bâclé et pétri de préjugés–, censé présenter une vision «rassembleuse» de l'histoire du Canada.

Le mythe des deux peuples fondateurs

Le premier et le plus tenace des mythes concernant le Canada est celui du pacte entre les deux peuples fondateurs –mythe fréquemment invoqué pour justifier la politique canadienne sur les langues officielles, entre autres. Les racines de ce

mythe remontent à l'union forcée entre le Bas et le Haut-Canada, au lendemain de l'échec des rébellions des Patriotes et du rapport Durham. Désirant lutter contre le risque bien réel d'assimilation qui pesait sur la collectivité canadienne-française sous l'Union, Louis-Hippolyte La Fontaine aurait forgé une alliance avec son homologue anglophone Robert Baldwin afin de briser l'isolement politique des Canadiens français et de les ramener à la table de négociation –plus encore à partir de 1848, année où Londres finit par accorder la responsabilité ministérielle aux élus canadiens. Bref, cette alliance aurait permis aux Canadiens français d'accéder au gouvernement et de contrôler certains leviers de développement collectif. Cette alliance tactique entre les deux groupes ethnoculturels aurait ensuite été relancée par George-Étienne

Cartier et John A. Macdonald, avant et après l'entrée en vigueur de la Confédération. Ainsi va le mythe voulant que le Canada ait été fondé sur une alliance de bonne foi entre des partenaires égaux qui auraient accouché d'un compromis historique et respectueux des particularités des deux groupes ethnolinguistiques du pays.

D'entrée de jeu, reconnaissons l'incongruité de l'expression «deux peuples fondateurs». D'abord, parce qu'il nie totalement l'existence des Premières Nations –lesquelles seront d'ailleurs broyées, brutalisées et marginalisées par le nouvel État fédéral. Parler de «deux peuples» est également une vue de l'esprit parce que, dans les faits, les Pères de la Confédération étaient plutôt une coalition hétéroclite s'apparentant à un

Le projet politique canadien élaboré à cette époque est fondamentalement conservateur et impérialiste, animé par la « peur du peuple ».

mariage de raison entre des «ennemis jurés». Entre un George Brown, anticatholique et francophobe enragé, un George-Étienne Cartier, l'avocat des sulpiciens, et des ultramontains comme Étienne Pascal Taché et Jean-Charles Chapais, c'était tout sauf l'amour fou. Sans parler des tensions entre Canadiens français, Irlandais et Anglo-Écossais du Québec.

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique va, certes, reconnaître la dualité linguistique et le pluralisme confessionnel du pays, notamment en matière d'éducation, en accordant aux catholiques et aux protestants leurs propres écoles. Ce compromis historique sera toutefois rapidement mis à mal, en particulier par les membres de l'Ordre d'Orange, cette association paramilitaire loyaliste et ultra-protestante, fondée en Irlande du Nord à la fin du XVIII^e siècle pour défendre les privilèges et l'ascendant de la minorité protestante (*scotch-irish*). Solidement établis en Ontario et au Nouveau-Brunswick, et bientôt dans les provinces de l'Ouest, les orangistes n'ont jamais vraiment adhéré à cette idée de pacte d'égal à égal entre Anglo-Canadiens et Canadiens français. L'Ordre d'Orange tentera plutôt de cantonner le fait français dans la province de Québec et de «protéger» le reste du Canada contre le «maudit papisme» et la *French domination*. De la révolte des orangistes manitobains contre Louis Riel jusqu'à la mise en place du Règlement 17 en Ontario, en 1912 –qui limitait l'usage du français dans les écoles–, en passant par la crise des écoles du Nouveau-Brunswick et du Manitoba (mettant aussi en péril les droits

scolaires des francophones), on assiste à une marginalisation constante des minorités franco-catholiques hors Québec. Marginalisation en bonne partie orchestrée par des orangistes comme D'Alton McCarthy.

Le mythe d'un Canada démocratique

Le deuxième mythe fondateur du Canada est celui d'un pays fondamentalement démocratique et *déjà* démocratique en 1867. Il a été mobilisé par exemple l'an dernier par Mélanie Joly, ministre du Patrimoine, celle-ci ayant dépeint le chef conservateur et Père de la Confédération John A. MacDonal comme l'architecte « d'un pays qui valorisait la diversité, la démocratie et la liberté ». Ce même John A. MacDonal, rappelons-le, est celui qui a, entre autres, orchestré le génocide culturel dont seront victimes les Premières Nations.

Disons-le d'emblée, le projet politique canadien élaboré à cette époque est fondamentalement conservateur et impérialiste, animé par ce que le politologue Francis Dupuis-Déri appelle la « peur du peuple¹ ». Ce pacte confédéral a en effet été négocié derrière des portes closes et n'a jamais fait l'objet d'une sanction populaire sous forme de référendum. D'autant plus qu'à cette époque, seuls les hommes blancs propriétaires disposaient du droit de vote.

Quelle que soit notre option constitutionnelle, il faut urgemment rebâtir des ponts entre les diverses communautés de ce pays.

Plusieurs Pères de la Confédération étaient d'ailleurs d'ex-rebelles rentrés dans les rangs, devenus au fil des ans des conservateurs de la meilleure eau, de même que des monarchistes flagorneurs s'étant docilement mis au service de la reine Victoria et de son empire. George-Étienne Cartier en est un bel exemple, lui, l'ex-rebelle patriote devenu le loyal sujet de Sa Majesté, trop heureux que celle-ci daigne faire de lui un baronnet de sa cour. L'Irlandais Thomas D'Arcy McGee est du même moule. Ex-rebelle indépendantiste s'étant battu aux côtés de Smith O'Brien en 1848, D'Arcy McGee devient au fil des ans un ardent défenseur... de la monarchie et de l'Empire britanniques. Inutile ici de rappeler le loyalisme débordant dont feront preuve les orangistes, ni d'ailleurs leur empressement à défendre l'empire ou à écraser la moindre velléité indépendantiste. Lorsqu'en 1866 des républicains irlandais armés tentent un coup de force à Ridgeway, non loin de Niagara, les orangistes s'empressent de mobiliser des troupes pour aller les écraser. Ils le feront aussi pour aller mater les troupes de Riel et de Dumont à Batoche quand les Métis se soulèveront en Saskatchewan. Et ils mobiliseront près de 80 000 hommes lorsque l'empire entrera en guerre contre l'Allemagne, en 1914.

Le mythe d'une nation unifiée

Le Canada serait apparemment devenu une nation forte et unifiée lors des boucheries de la Première Guerre mondiale,

particulièrement au lendemain de la mythique bataille de Vimy, où 3000 Canadiens vont trouver la mort. Ce mythe de Vimy, fantastique construction idéologique récemment réactivée par le premier ministre Justin Trudeau², ne tient évidemment pas compte de l'opposition marquée des Canadiens français – Henri Bourassa en tête – contre le projet impérial britannique, et contre les velléités belliqueuses des compatriotes anglosaxons. Bourassa n'a pas manqué de dénoncer en Chambre et dans les pages du *Devoir* les initiatives guerrières de l'empire, de la construction de navires de guerre pour Sa Majesté à l'entrée en guerre du Canada aux côtés de la Grande-Bretagne lors de la guerre des Boers ou de la Première Guerre mondiale. Sans oublier l'opposition des Canadiens français à la conscription, peu après les boucheries de Vimy et de Passchendaele. Le Canada n'était pas l'Allemagne de Bismarck. Les guerres déclarées par l'Empire britannique contre des ennemis virtuels, fantasmés et lointains ne ralliaient pas les Canadiens français qui avaient bien compris que ces guerres-là n'étaient pas les leurs.

États désunis

Avant comme après la Grande Guerre, le Canada est demeuré morcelé, fragmenté, travaillé par des régionalismes et des provincialismes extrêmement puissants. C'est sans grand enthousiasme, et malgré l'opposition marquée des Acadiens, que le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse se sont joints à la Confédération canadienne. Le Québec et l'Ontario vont rapidement déchanter, leurs premiers ministres, Honoré Mercier et Oliver Mowat, demandant que le pacte de 1867 soit renégo-cié. Les futures provinces de l'Ouest évolueront elles aussi dans des directions totalement opposées, la Saskatchewan vers la gauche (United Farmers, Co-operative Commonwealth Federation) et l'Alberta vers la droite (Crédit social, Parti conservateur). D'où le nécessaire et perpétuel recours aux mythes fondateurs, appelés à colmater les brèches de ces *États désunis du Canada*, pour faire un clin d'œil au documentaire de Guy-laine Maroist, Michel Barbeau et Éric Ruel.

Nulle place donc pour la gloriole mondaine lorsqu'on jette un regard attentif sur la naissance du Canada. Mieux vaudrait tirer des leçons de cette histoire et œuvrer, dès à présent, à une refondation – ou à une implosion – du Canada. Mais, quelle que soit notre option constitutionnelle, un fait demeure: il faut urgemment rebâtir des ponts entre les diverses communautés de ce pays. Et tisser de nouvelles solidarités sur les décombres de ce projet colonialiste, impérialiste et capitaliste que fut le Canada de 1867. ©

1. F. Dupuis-Déri, *La peur du peuple. Agoraphobie et agoraphilie politiques*, Montréal, Lux, 2016.

2. David Courbet, « Centenaire de la bataille de Vimy: le "Canada est né ici", déclare Trudeau », *La Presse*, 9 avril 2017.